



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2016 B 28643

Numéro SIREN : 824 500 763

Nom ou dénomination : KLP 13

Ce dépôt a été enregistré le 25/04/2017 sous le numéro de dépôt 41296

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 25-04-2017

N° DE DEPOT : 2017R041296

N° GESTION : 2016B28643

N° SIREN : 824500763

DENOMINATION : KLP 13

ADRESSE : 20 rue Le Peletier 75009 Paris

DATE D'ACTE : 24-03-2017

TYPE D'ACTE : Extrait de procès-verbal

NATURE D'ACTE : Changement(s) de gérant(s)

KLP 13
Société à Responsabilité Limitée au capital de 10 000 euros
Siège social : 20 rue Le Peletier 75009 PARIS
824 500 763 RCS PARIS

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE
L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 24 MARS 2017**

COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale prend acte de la démission de Madame Lucile WOLFF de ses fonctions de gérant.

En application de l'article 11 des statuts, l'Assemblée Générale Ordinaire nomme Monsieur Mathias EMMERICH, gérant non associé de la société en remplacement de Madame Lucile WOLFF pour une durée indéterminée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire après avoir pris connaissance du projet de cession formé par KEOLIS de céder à SNCF PARTICIPATIONS, société par actions simplifiée, l'intégralité des parts sociales lui appartenant (soit 100 parts de 100 euros chacune), autorise cette cession et par conséquent agréé expressément SNCF PARTICIPATIONS en qualité de nouvel associé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

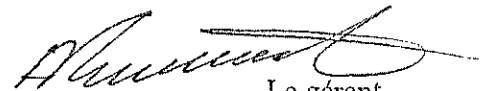
A la suite du vote de la résolution précédente et sous réserve de la réalisation de la cession de parts projetée, l'assemblée générale extraordinaire décide de modifier l'article 6.2. des statuts comme suit :

« 6.2. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de dix mille euros (10 000 €), divisé en cent (100) parts de cent euros (100 €) chacune, entièrement libérées et attribuées à SNCF Participations, associé unique. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Extrait certifié conforme



Le gérant
Mathias EMMERICH

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 25-04-2017

N° DE DEPOT : 2017R041296

N° GESTION : 2016B28643

N° SIREN : 824500763

DENOMINATION : KLP 13

ADRESSE : 20 rue Le Peletier 75009 Paris

DATE D'ACTE : 24-03-2017

TYPE D'ACTE : Statuts mis à jour

NATURE D'ACTE :

KLP 13
Société à Responsabilité Limitée au capital de 10 000 euros
Siège social : 20 rue Le Peletier 75009 PARIS
824 500 763 RCS PARIS

STATUTS

TITRE I – FORME – OBJET – DENOMINATION – DUREE – EXERCICE SOCIAL - SIEGE

ARTICLE PREMIER - FORME

La société est une société à responsabilité limitée régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et à venir ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

ARTICLE 2 – DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la Société est :

KLP 13

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société à responsabilité limitée » ou des initiales « S.A.R.L. » et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 3 – OBJET

La Société a pour objet, en France et en tous autres pays, soit pour son compte, soit pour le compte de tous tiers :

- Le transport public de voyageurs de toute nature, par tous modes et moyens. La gestion et l'exploitation de lignes et réseaux de transports, notamment les services de transports publics routiers de voyageurs,
- La mise en place, la gestion et l'exploitation de centrales de mobilité, incluant tous types de transport à la demande éventuellement réservés aux personnes à mobilité réduite,
- La création, la mise en œuvre et l'exploitation de Systèmes d'Information Voyageurs, par tous modes et notamment par centres serveurs ou terminaux informatiques,
- La définition et la mise en œuvre de toute mesure permettant la coordination entre les différents modes et offres de transport, l'organisation et la gestion de pôles d'échanges, de gares routières, en ce compris l'ensemble des services pouvant être rendus aux voyageurs à cette occasion, tels la location de modes individuels de déplacement, la gestion de places de stationnement.
- La définition et l'exploitation de tous produits billettiques et monétiques, éventuellement intermodaux,
- La location, l'entretien et la réparation de tous véhicules et de tous matériels se rapportant au transport public de voyageurs,
- La réalisation de toutes études se rapportant directement ou indirectement aux activités ci-dessus spécifiées, la réalisation de toute prestation de service dans le domaine de l'ingénierie des transports,

Le tout directement ou indirectement, par voie de création de sociétés et groupements nouveaux, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, d'association en participation ou de prise ou dation en location ou location-gérance de tous biens et autres droits ;

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé :

20 rue Le Peletier 75009 PARIS

Le déplacement du siège social sur le territoire français peut être décidé par le ou les gérants, sous réserve de ratification de cette décision par les associés dans les conditions prévues pour la modification des statuts.

ARTICLE 5 – DUREE DE LA SOCIETE – EXERCICE SOCIAL

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2016.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de formation et repris par la Société seront rattachés à cet exercice.

TITRE II – APPORTS – CAPITAL SOCIAL – PARTS SOCIALES

ARTICLE 6. – APPORTS – FORMATION DU CAPITAL

6.1. APPORTS

Toutes les parts sociales d'origine représentent des apports en numéraire et sont entièrement libérées.

La Société GROUPE KEOLIS SAS, Associée Unique, apporte et verse à la Société une somme totale de dix mille euros (10 000 €), correspondant à cent (100) parts de cent euros (100 €) chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées.

La totalité de cet apport en numéraire, soit 10 000 euros a été dès avant ce jour, déposé à la banque SOCIETE GENERALE sur un compte ouvert au nom de la société en formation ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire. Cette somme sera retirée par la Gérance sur présentation du certificat du Greffe du Tribunal de commerce attestant de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

L'assemblée générale extraordinaire du 24 mars 2017 a autorisé la cession de parts intervenue ce même jour par laquelle KEOLIS a cédé ses 100 parts à SNCF Participations et par conséquent la même assemblée a agréé expressément SNCF Participations en qualité de nouvel associé.

6.2. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de dix mille euros (10 000 €), divisé en cent (100) parts de cent euros (100 €) chacune, entièrement libérées et attribuées à SNCF Participations, associé unique.

ARTICLE 7 – PARTS SOCIALES

1. Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

La propriété des parts résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

2. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social. Elle donne droit à une voix dans les votes et délibérations.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs parts pour exercer un droit quelconque, les droits sociaux isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne donnent aucun droit à leurs propriétaires contre la Société, les associés ayant à faire, dans ce cas, leur affaire personnelle du groupement du nombre de parts nécessaires.

3. Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun choisi parmi eux ou en dehors d'eux ; à défaut d'entente, il sera pourvu à la désignation de ce mandataire à la demande de l'indivisaire le plus diligent, par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en référé.

4. La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la Société qui continue d'exister avec un Associé Unique. Dans ce cas, l'Associé Unique exerce tous les pouvoirs dévolus à la collectivité des Associés.

ARTICLE 8 – CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

La cession de parts sociales doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la Société, qu'après avoir été signifiée à cette dernière ou acceptée par elle dans un acte authentique conformément à l'article 1690 du Code civil.

Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre conjoints, ascendants et descendants qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales. La procédure prévue à l'article L223-14 du Code de commerce s'applique.

Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la Société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales. Ce consentement est sollicité dans les conditions prévues à l'article L223-14 du Code de commerce.

En cas de décès d'un associé, les héritiers ou ayants droit ne deviennent associés qu'après avoir été agréés par la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales. La procédure prévue à l'article L223-14 du Code de commerce s'applique. Les mêmes règles sont applicables en cas de liquidation de communauté des biens entre époux.

En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts sociales au moyen de fonds communs, la qualité d'associé est reconnue à celui des époux qui réalise l'acquisition.

Cette qualité est également reconnue pour la moitié des parts souscrites ou acquises, au conjoint qui notifie à la Société son intention d'être personnellement associé. Si cette notification a lieu lors de l'acquisition ou de l'apport, l'agrément des associés vaut pour les deux époux. Si cette notification est postérieure à l'apport ou à l'acquisition, l'agrément du conjoint par les associés sera soumis aux dispositions de l'alinéa 3 du présent article.

Lors de la délibération sur l'agrément ou l'acceptation, l'époux associé ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Si le conjoint n'est pas agréé par les autres associés, l'époux demeure associé pour la totalité des parts concernées.

ARTICLE 9 – NANTISSEMENT DES PARTS SOCIALES

Si la Société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans un délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties selon les dispositions de l'article 2346 à 2348 du Code civil, à moins que la Société ne préfère après la cession racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital.

ARTICLE 10 – DECES – INTERDICTION – FAILLITE D'UN ASSOCIE

La Société n'est pas dissoute lorsqu'un jugement de liquidation judiciaire, la faillite personnelle, l'interdiction de gérer ou une mesure d'incapacité est prononcée à l'égard de l'un des associés. Elle n'est pas non plus dissoute par le décès d'un associé. Mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un Gérant, il entraînera la cessation de ses fonctions de Gérant.

TITRE III – ADMINISTRATION

ARTICLE 11 – GERANCE

La Société est gérée par une ou plusieurs personnes physiques choisies parmi les associés ou en dehors d'eux.

La nomination des gérants est décidée par les associés à la majorité de plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, la décision est prise sur seconde consultation à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de votants.

Chacun des Gérants engage la Société, sauf si ces actes ne relèvent pas de l'objet social et que la Société prouve que les tiers en avaient connaissance. Il a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toute circonstance sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux. Il a la signature sociale.

Dans leurs rapports entre eux et avec les associés, et à titre de mesure interne, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément – sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle en soit conclue – pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société. Toutefois, ils ne peuvent sans l'autorisation expresse et préalable de la collectivité des associés :

- Acheter, vendre, échanger ou apporter tous immeubles, droits immobiliers, fonds de commerce, titres de participation
- Engager toute dépense en dehors des procédures en vigueur au sein du groupe,
- Souscrire des emprunts ou engagements bancaires de quelque sorte que ce soit qui n'auraient pas été prévus au budget,
- Constituer des garanties de quelque sorte que ce soit sur les biens sociaux,
- Donner l'aval, la caution ou la garantie de la société.

Sauf disposition contraire de la décision qui les nomme, les Gérants ne sont tenus de consacrer que le temps nécessaire aux affaires sociales.

Les Gérants peuvent d'un commun accord et sous leur responsabilité, constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 12 – DUREE DES FONCTIONS DE LA GERANCE

1. Durée

La durée des fonctions des gérants est fixée par la décision collective qui les nomme.

2. Cessation des fonctions

Tout Gérant est révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

En cas de cessation de fonctions par l'un des Gérants pour un motif quelconque, la Gérance reste assurée par le ou les autres Gérants. Si le Gérant qui cesse ses fonctions était seul, la collectivité des associés aura à nommer un ou plusieurs autres Gérants, à la diligence de l'un des associés et aux conditions de majorité prévues à l'article 11.

TITRE IV – DECISIONS DES ASSOCIES

ARTICLE 13 – DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives résultent au choix de la Gérance, d'une Assemblée Générale, d'une consultation écrite des associés ou du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice et dans les cas prévus à l'article 15 i) où les délibérations requièrent l'unanimité des associés.

1. Assemblée Générale

Toute assemblée est convoquée par la Gérance ou, à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé.

Un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant le dixième des parts sociales s'ils représentent au moins le dixième des associés, peuvent demander la réunion d'une Assemblée.

La convocation est faite par lettre recommandée adressée à chacun des associés 15 jours au moins avant la réunion. Cette convocation contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la convocation.

L'Assemblée Générale est réunie au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par l'un des gérants ou si aucun d'eux n'est associé par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts.

La délibération est constatée par un procès-verbal contenant les mentions exigées par la loi, établi et signé par le ou les gérants et, le cas échéant par le président de séance.

2. Consultation écrite

En cas de consultation écrite, la Gérance adresse à chaque associé par lettre recommandée avec avis de réception, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant pour chaque résolution, formulé par les mots « oui » ou « non ».

La réponse est adressée à l'auteur de la consultation par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme ayant voté la résolution.

Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par les articles 14 et 15 des présents statuts selon l'objet de la consultation.

3. Consentement de tous les associés exprimé dans un acte

Lorsque les décisions résultent du consentement de tous les associés exprimé dans un acte, celui-ci doit comporter les noms de tous les associés et la signature de chacun d'eux. Cet acte est établi sur le registre des procès-verbaux.

4. Nombre de voix

Chaque associé a droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède, sans limitation.

Chaque associé peut se faire représenter aux assemblées par un autre associé ou par son conjoint, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la Société ne comprend que les deux époux.

ARTICLE 14 – DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés qui ne concernent ni l'agrément de nouveaux associés, ni les modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la Gérance pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions collectives ordinaires doivent pour être valables, être prises par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont, sur deuxième consultation, prise à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants, sauf s'il s'agit de statuer sur la révocation du ou des gérants qui nécessite toujours la majorité des parts sociales.

ARTICLE 15 – DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions des associés portant agrément des nouveaux associés ou modifications des statuts, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Les associés peuvent, par décision collective extraordinaire, apporter aux statuts toutes modifications permises par la loi.

Les décisions ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- i) A l'unanimité, s'il s'agit de changer de nationalité de la Société, d'augmenter les engagements d'un associé ou de transformer la Société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile ;
- ii) A la majorité en nombre des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, s'il s'agit d'admettre de nouveaux associés ou d'autoriser le nantissement de parts ;
- iii) Par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales, s'il s'agit d'augmenter le capital social par incorporation de bénéfices ou de réserves ;
- iv) A la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés à la condition que, sur première convocation, les associés présents ou représentés possèdent au moins le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci. A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

TITRE V – RESULTATS SOCIAUX - DIVIDENDES

ARTICLE 16 – RESULTATS SOCIAUX - DIVIDENDES

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

L'assemblée décide d'inscrire le surplus, s'il existe, à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

Après avoir constaté l'existence de réserves dont elle a disposition, l'assemblée peut décider la distribution de sommes prélevées sur ces réserves. Dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

TITRE VI – PROROGATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION

ARTICLE 17 – PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la Gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la Société doit être prorogée.

ARTICLE 18 – DISSOLUTION – LIQUIDATION

La société est dissoute par l'arrivée de son terme – sauf prorogation –, par la perte totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour justes motifs.

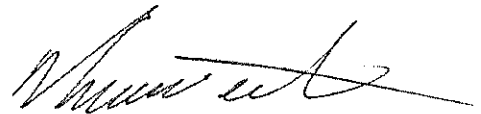
La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective extraordinaire des associés.

En cas de dissolution, la Société entre en liquidation. Une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

ARTICLE 19 – CONTESTATION

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société, ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, les organes de gestion et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Copie certifiée conforme



Le gérant
Mathias EMMERICH